

Vu l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'État en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de waterings ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 juillet 2018 ;

Vu la demande d'avis dans les 30 jours, introduite le 23 juillet 2018 auprès du Conseil d'État, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'avis n'a pas été communiqué dans le délai imparti ;

Vu l'article 84, § 4, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'État en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de waterings, le point e) est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant les infrastructures routières et la politique des routes dans ses attributions et le Ministre flamand ayant les infrastructures hydrauliques et la politique de l'eau dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 novembre 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,

L. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/15365]

5 JUILLET 2019. — Arrêté ministériel définissant le modèle de rapport de réunion de la commission locale pour l'énergie et abrogeant l'arrêté ministériel du 21 mai 2008

Le Ministre en charge de l'Energie,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 32, 2^o, et 36, § 1^{er}, 4^o ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie, notamment l'article 2 et l'article 6sexies tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 27, § 4, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment l'article 31, § 4, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 mai 2008 définissant le modèle de rapport de réunion de la commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007 ;

Vu la proposition de la CWaPE du 28 mai 2019,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Energie statuant sur le retrait de la fourniture minimale garantie ou le défaut récurrent de paiement, est défini à l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 2. Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Energie gaz statuant sur l'octroi de l'aide hivernale au client protégé, est défini à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3. Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Energie statuant sur la perte de la qualité de client protégé, est défini à l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 4. Le modèle de rapport de réunion de la Commission locale pour l'Energie statuant sur la demande de réouverture du compteur d'électricité et/ou de gaz, est défini à l'annexe 4 du présent arrêté.

Art. 5. L'arrêté ministériel du 21 mai 2008 définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 24 avril 2007 est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Namur, le 5 juillet 2019.

J.-L. CRUCKE

Annexe 1

**Rapport de réunion de la Commission locale pour l'Énergie
Fourniture minimale d'électricité ou défaut récurrent de paiement**

Commune de

Commission locale pour l'Énergie relative à la fourniture minimale d'électricité ou au défaut récurrent de paiement.**Rapport de la réunion du....., organisée :** **Au sein du CPAS** **Par téléconférence**

La réunion de la présente Commission locale pour l'Énergie est tenue conformément à :

- l'article 33ter, §2, 1° du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;
- l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité (AGW OSP ELECTRICITE) ;
- l'article 4, al. 1^{er}, 1° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie (AGW CLE).

Composition de la CommissionMme ou M. ,
Président et représentant désigné par le Conseil de l'action socialeMme ou M. ,
représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du CPASMme ou M. ,
représentant le fournisseur social auquel le client est connecté.**Le secrétariat de la Commission est assuré par**

.....

Client concerné	
Nom et prénom :	.....
Adresse postale :	.....
Téléphone, GSM et adresse mail :	.....
<input type="checkbox"/> Présent	
<input type="checkbox"/> Absent mais excusé	
<input type="checkbox"/> Présent et assisté par	
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance sociale énergétique)	
<input type="checkbox"/> Absent mais représenté par	
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance sociale énergétique)	
<input type="checkbox"/> Absent	
Bilan de la situation	
Le CPAS a mis tout en œuvre pour prendre contact avec le client concerné	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
La note justificative dont il ressort que la procédure en cas de non-paiement et/ou de non rechargement a été entièrement appliquée (facture et mise en demeure relatives à la fourniture minimale garantie) par le fournisseur social	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Le client dispose d'un compteur dont la fonction « prépaiement » a été activée depuis le / /
Date d'activation du limiteur de puissance / /
Durée (estimée) de la fourniture minimale garantie	..... mois
État des consommations sous limiteur de puissance :	
<input type="checkbox"/> Consommations relevées ou	..... kWh
<input type="checkbox"/> Consommations estimées (uniquement dans le cas où le gestionnaire de réseau se trouve dans l'impossibilité d'accéder au compteur du client concerné)	..... kWh estimés
Dettes liées à la fourniture minimale garantie (réelle ou estimée) €

Décomposition de la dette	
Dettes relatives à la fourniture minimale garantie d'électricité €
Autres frais (à préciser)	
..... €
.....	

Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale pour l'Energie décide :

de maintenir la fourniture minimale garantie

de retirer la fourniture minimale garantie. Ce retrait s'effectuera en dehors de la période hivernale et au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la commission. Le client pourra toutefois bénéficier d'électricité à pleine puissance moyennant rechargement de sa carte à prépaiement.

Néanmoins dans le cas où le client ne permet pas au gestionnaire de réseau d'avoir accès au compteur pour modifier la configuration (afin de retirer la fourniture minimale), le gestionnaire de réseau procédera à la suspension de la fourniture.

de se revoir - le/...../..... ou
- endéans les

d'accorder une remise de dettes de€ au client relativement à sa fourniture minimale garantie via l'intervention du Fonds énergie de la Région Wallonne. La demande d'intervention sera introduite auprès de l'Administration par le fournisseur social. Le client est invité à bénéficier d'une guidance sociale énergétique assurée par les services du CPAS.

d'accorder au client un plan de paiement pour la somme totale de€ à raison de :

•€ en un versement unique sur le compte IBAN
et/ou

•€ par mois pendant
mois à verser sur le compte IBAN

Et ce à partir du/...../..... et pour le/...../..... de chaque mois au plus tard.

De même, le client bénéficiera d'une guidance sociale énergétique assurée par les services du CPAS. Néanmoins s'il ne respecte pas le plan de paiement octroyé par la CLE, le client pourrait voir sa fourniture minimale garantie en électricité interrompue.

Autre :

.....
.....

Motivation de la décision :

.....
.....
.....

Recommandations éventuelles :

.....
.....
.....

Modalités de la guidance sociale énergétique

Le client dispose déjà d'une guidance sociale énergétique

.....
.....

Le client ne dispose pas d'une guidance sociale énergétique auquel cas, le CPAS invite, lors de la présente Commission Locale pour l'Energie, le client à suivre une guidance sociale énergétique

.....
.....

Signature des membres de la Commission

Signature du Président, représentant désigné par le Conseil de l'Action sociale

Signature de la personne chargée de la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Signature du représentant du fournisseur social

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification

Signature du client ou de la personne le représentant¹

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification (biffer si non appliqué)

En cas de contestation contre la présente décision, conformément à l'article 33ter, §6 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, un recours peut être introduit contre celle-ci devant la justice de paix du lieu de raccordement du client concerné.

¹ L'intéressé confirme avoir compris l'objet du traitement des données communiquées et donne son consentement quant à l'utilisation de celles-ci par les membres de la commission locale pour l'énergie et dans le cadre strict de cette finalité. Conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, l'intéressé est en droit, à tout moment, de s'opposer au traitement, de demander la modification ou l'effacement de ses données personnelles.

Annexe 2

Rapport de réunion de la Commission locale pour l'Énergie gaz L'octroi de l'aide hivernale² au client protégé

Commune
de

.....

Commission locale pour l'Énergie - Gaz/poursuite de l'aide hivernale

Rapport de la réunion du....., organisée :

- Au sein du CPAS**
- Par téléconférence**

La réunion de la présente Commission locale pour l'Énergie est tenue conformément à :

- l'article 31^{quater}, §2, 1° du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz ;
- l'article 6^{bis}, al. 1^{er}, 1° de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie (AGW CLE) ;
- l'article 40 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz (AGW OSP GAZ).

Composition de la Commission

Mme ou M. ,
Président et représentant désigné par le Conseil de l'action sociale

Mme ou M. ,
représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Mme ou M. ,
représentant le fournisseur social auquel le client est connecté.

² L'aide hivernale consiste en la prise en charge de 70 % du coût de la fourniture de gaz durant la période hivernale, via l'intervention du Fonds Energie de la Région wallonne. La demande d'intervention sera introduite auprès de l'Administration par le fournisseur social. Cette prise en charge s'effectue sur le montant total correspondant à la consommation effective du client, et qui sera déterminé avec précision en fin de période hivernale (suite au passage, par le client, de sa carte dans le compteur à budget et ensuite dans une borne de rechargement). Dans le cas d'une décision du Ministre d'étendre la durée de la période hivernale au-delà du 15 mars, l'octroi de l'aide hivernale décidé par la CLE sera automatiquement maintenu jusqu'à la fin de cette période.

Le secrétariat de la Commission est assuré par

.....

Client concerné

Nom et prénom :

.....

Adresse postale :

.....

Téléphone, GSM et adresse mail :

.....

 Présent Absent mais excusé Présent et assisté par
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance sociale énergétique) Absent mais représenté par
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance sociale énergétique) Absent**Bilan de la situation**

La note justificative dont il ressort que la procédure a été respectée, et qui précise la fourniture octroyée au client entre la demande du client de l'aide hivernale et la tenue de la réunion de la CLE, a été fournie par le fournisseur social.

 Oui
 Non

Le CPAS a mis tout en œuvre pour prendre contact avec le client concerné.

 Oui
 Non

Date du début de l'application de l'aide hivernale (fourniture par le fournisseur social dans l'intervalle de la réunion de la CLE).

...../...../.....

Index du début de l'aide hivernale.

.....

Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale pour l'Énergie décide :

de mettre fin à l'aide hivernale à dater de ce/...../.....Les kWh consommés durant la période de fourniture par le fournisseur social restent à charge du client.

de poursuivre l'aide hivernale octroyée au client.
Le client a l'obligation de communiquer ses index au fournisseur social à la fin de la période hivernale (prévue, en principe, le 15/03 prochain), au moyen du passage de sa carte de prépaiement dans le compteur à budget et ensuite dans une borne de rechargement. Faute de quoi, le compteur pourrait se couper automatiquement 10 jours après la fin de la période hivernale.

Lors de la présente CLE, le CPAS invite le client à suivre une guidance sociale énergétique assurée par ses soins.

se revoir - Le :/...../..... ou
- endéans les
Pendant cet intervalle, l'aide hivernale est maintenue.

Autre :
.....
.....

Motivation de la décision :

.....
.....
.....
.....

Recommandations éventuelles :

.....
.....
.....

Modalités de la guidance sociale énergétique

Le client dispose déjà d'une guidance sociale énergétique

.....

Le client ne dispose pas d'une guidance sociale énergétique auquel cas, le CPAS invite, lors de la présente Commission Locale pour l'Energie, le client à suivre une guidance sociale énergétique

.....

Signature des membres de la Commission

Signature du Président, représentant désigné par le Conseil de l'Action sociale

Signature de la personne chargée de la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Signature du représentant du fournisseur social

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification

Signature du client ou de la personne le représentant³

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification (biffer si non appliqué)

En cas de contestation contre la présente décision, conformément à l'article 33ter, §6 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, un recours peut être introduit contre celle-ci devant la justice de paix du lieu de raccordement du client concerné.

³ L'intéressé confirme avoir compris l'objet du traitement des données communiquées et donne son consentement quant à l'utilisation de celles-ci par les membres de la commission locale pour l'énergie et dans le cadre strict de cette finalité. Conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, l'intéressé est en droit, à tout moment, de s'opposer au traitement, de demander la modification ou l'effacement de ses données personnelles.

Annexe 3

Rapport de réunion de la Commission locale pour l'Énergie (électricité et/ou gaz) Perte de la qualité de client protégé
--

Commune de

Commission locale pour l'Énergie relative à la perte de la qualité de client protégé.

Rapport de la réunion, organisée :

- Au sein du CPAS**
- Par téléconférence**

La réunion de la présente Commission locale pour l'Énergie est tenue conformément à :

- l'article 31*bis*, § 2 du décret du 19 décembre 2002, relatif à l'organisation du marché régional du gaz ;
- l'article 33, § 2 du décret du 12 avril 2001, relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;
- l'article 31, § 4 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, relatif aux Obligations de service public dans le marché du gaz (AGW OSP GAZ) ;
- l'article 27, § 4 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité (AGW OSP ELECTRICITE) ;
- l'article 6*quinquies* de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie (AGW CLE).

Composition de la Commission

Mme ou M. ,
 Président et représentant désigné par le Conseil de l'action sociale

Mme ou M. ,
 représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Mme ou M. ,
 représentant le fournisseur social auquel le client est connecté.

Le secrétariat de la Commission est assuré par

.....

Client concerné

Nom et prénom :

.....

Adresse postale :

.....

Téléphone, GSM et adresse mail :

.....

Présent

Absent mais excusé

Présent et assisté par
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance)

Absent mais représenté par
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance)

Absent

Bilan de la situation

Le client protégé est alimenté par le fournisseur social depuis le :/...../.....

Le CPAS a mis tout en œuvre pour prendre contact avec le client concerné. Oui
 Non

Date de la perte de la qualité de client protégé ou date d'échéance de la dernière attestation valable/...../.....

La note justificative, dont il ressort que la procédure en cas de perte du statut de client protégé a été respectée, a été fournie. Oui
 Non

Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale pour l'Énergie décide de :

confirmer la perte du statut de client protégé et d'imposer la suspension de la fourniture d'électricité et/ou de la fourniture de gaz. La procédure de régularisation pouvant mener à la coupure est entamée. Pour éviter la coupure, le client est invité à signer un contrat avec le fournisseur commercial de son choix dans les plus brefs délais ou à fournir une attestation valable prouvant son statut de client protégé.

maintenir le statut de client protégé et autorise le maintien de la fourniture d'électricité et/ou de la fourniture de gaz par le gestionnaire de réseau.

se revoir - le/...../..... ou
- endéans les

Autre :

.....
.....

Motivation de la décision

.....
.....
.....
.....

Signature des membres de la Commission

Signature du Président et représentant désigné par le Conseil de l'Action sociale

Signature de la personne chargée de la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Signature du représentant du fournisseur social

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification

Signature du client ou de la personne le représentant⁴

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification (biffer si non appliqué)

En cas de contestation contre la présente décision, conformément à l'article 33ter, §6 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, un recours peut être introduit contre celle-ci devant la justice de paix du lieu de raccordement du client concerné.

⁴ L'intéressé confirme avoir compris l'objet du traitement des données communiquées et donne son consentement quant à l'utilisation de celles-ci par les membres de la commission locale pour l'énergie et dans le cadre strict de cette finalité. Conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, l'intéressé est en droit, à tout moment, de s'opposer au traitement, de demander la modification ou l'effacement de ses données personnelles.

Annexe 4

**Rapport de réunion de la Commission locale pour l'Énergie
Demande de réouverture du compteur d'électricité et/ou de gaz****Commune de**
.....**Commission locale pour l'Énergie - Demande de réouverture du compteur d'électricité
et/ou de gaz.****Rapport de la réunion du....., organisée :**

- Au sein du CPAS**
- Par téléconférence**

La réunion de la présente Commission locale pour l'Énergie est tenue conformément à l'article 6sexies de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie (AGW CLE).

Composition de la Commission

Mme ou M. ,
Président et représentant désigné par le Conseil de l'action sociale

Mme ou M. ,
représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Mme ou M. ,
représentant le fournisseur social auquel le client est connecté.

Le secrétariat de la Commission est assuré par
.....

Client concerné

Nom et prénom :

.....

Adresse postale :

.....

Téléphone, GSM et adresse mail :

.....

 Présent Absent mais excusé Présent et assisté par
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance) Absent mais représenté par
(autre personne que l'assistant social assurant la guidance) Absent**Bilan de la situation - Demande de réouverture du compteur**Date de la décision de la Commission favorable à la suspension de la
fourniture d'électricité et/ou de l'aide hivernale en gaz

...../...../.....

Date de la demande de réouverture de son/de ses compteur(s) au(x)
gestionnaire(s) de réseau

...../...../.....

Copies de la demande introduite par le client et de l'avis du centre public
d'action sociale sur le bien-fondé de la demande de réouverture du/des
compteur(s) Oui
 Non**Au vu des éléments qui lui ont été communiqués et après délibération, la Commission locale pour l'Énergie décide :** de confirmer le bien-fondé de la demande de réouverture introduite par le client et charge le gestionnaire de réseau de procéder à la réouverture du/des compteur(s) pour autant que le GRD dispose de l'assurance que toutes les conditions sont réunies. Cette réouverture s'effectuera dans les cinq jours après la date de notification de l'avis de la commission de ne pas confirmer le bien-fondé de la demande Autre :

.....

.....

Motivation de la décision

.....
.....

Signature des membres de la Commission

Signature du Président, représentant désigné par le Conseil de l'Action sociale

Signature de la personne chargée de la guidance sociale énergétique au sein du CPAS

Signature du représentant du gestionnaire de réseau de distribution

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification.

Signature du client ou de la personne le représentant⁵

L'intéressé confirme avoir reçu un exemplaire de la présente décision, ce qui fait office de notification (biffer si non appliqué)

En cas de contestation contre la présente décision, conformément à l'article 33ter, §6 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, un recours peut être introduit contre celle-ci devant la justice de paix du lieu de raccordement du client concerné.

⁵ L'intéressé confirme avoir compris l'objet du traitement des données communiquées et donne son consentement quant à l'utilisation de celles-ci par les membres de la commission locale pour l'énergie et dans le cadre strict de cette finalité. Conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, l'intéressé est en droit, à tout moment, de s'opposer au traitement, de demander la modification ou l'effacement de ses données personnelles.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2019/15365]

5. JULI 2019 — Ministerieller Erlass zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für Energie und zur Aufhebung des Ministeriellen Erlasses vom 21. Mai 2008

Der Minister für Energie,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 32 Ziffer 2 und 36 § 1 Ziffer 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie, insbesondere des Artikels 2 und des Artikels 6sexies, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Abänderung der Erlasse vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und im Elektrizitätsmarkt und vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, insbesondere des Artikels 27 § 4, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Abänderung der Erlasse vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und im Elektrizitätsmarkt und vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, insbesondere des Artikels 31 § 4, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Abänderung der Erlasse vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und im Gasmarkt und vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für die Begutachtung der Stromsperrung;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 21. Mai 2008 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung und zur Aufhebung des Ministeriellen Erlasses vom 24. April 2007;

Aufgrund des Vorschlags der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie"- "CWaPE") vom 28. Mai 2019,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Muster für den Bericht über die Versammlung der lokalen Kommission für Energie, in der über die Sperrung der garantierten Mindestversorgung oder die wiederholte Nichtzahlung befunden wird, wird in Anhang 1 des vorliegenden Erlasses festgelegt.

Art. 2 - Das Muster für den Bericht über die Versammlung der lokalen Kommission für Energie (Gas), in der über die Gewährung der Winterbeihilfe befunden wird, wird in Anhang 2 des vorliegenden Erlasses festgelegt.

Art. 3 - Das Muster für den Bericht über die Versammlung der lokalen Kommission für Energie, in der über den Verlust der Eigenschaft als geschützter Kunde befunden wird, wird in Anhang 3 des vorliegenden Erlasses festgelegt.

Art. 4 - Das Muster für den Bericht über die Versammlung der lokalen Kommission für Energie, in der über den Antrag auf Wiederinbetriebnahme des Strom- und/oder Gaszählers befunden wird, wird in Anhang 4 des vorliegenden Erlasses festgelegt.

Art. 5 - Der Ministerielle Erlass vom 21. Mai 2008 zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung und zur Aufhebung des Ministeriellen Erlasses vom 24. April 2007 wird am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses aufgehoben.

Namur, den 5. Juli 2019

J.-L. CRUCKE

Anhang 1

Versammlungsbericht der lokalen Kommission für Energie Mindeststromversorgung oder wiederholte Nichtzahlung
--

Gemeinde

Lokale Kommission für Energie bezüglich der Mindeststromversorgung oder der wiederholten Nichtzahlung.

Bericht der Versammlung vom, abgehalten:

- Innerhalb des ÖSHZ**
- Per Telekonferenz**

Die Versammlung der gegenwärtigen lokalen Kommission für Energie findet gemäß folgenden Rechtsvorschriften statt:

- Artikel 33ter § 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;
- Artikel 39 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt (EWR VÖD ELEKTRIZITÄT);
- Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie (EWR LKE).

Zusammensetzung der Kommission

Frau oder Herr,
Vorsitzende(r) und vom Sozialhilferat benannte(r) Vertreterin oder Vertreter

Frau oder Herr,
für die soziale Energiebetreuung innerhalb des ÖSHZ zuständige(r) Vertreterin oder Vertreter,

Frau oder Herr,
Vertreterin oder Vertreter des sozialen Stromversorgers, an den der Kunde angeschlossen ist.

Die Schriftführung der Kommission übernimmt:

.....

Betroffener Kunde	
Name und Vorname:	
Postadresse:	
Telefon, Handy und E-Mail-Adresse:	
<input type="checkbox"/> Anwesend	
<input type="checkbox"/> Abwesend, aber entschuldigt	
<input type="checkbox"/> Anwesend mit Beistand von (andere Person als die Sozialarbeiterin oder der Sozialarbeiter, die/der für die soziale Energiebetreuung zuständig ist)	
<input type="checkbox"/> Abwesend aber vertreten von (andere Person als die Sozialarbeiterin oder der Sozialarbeiter, die/der für die soziale Energiebetreuung zuständig ist)	
<input type="checkbox"/> Abwesend	
Übersicht der Lage	
Das ÖSHZ hat alles unternommen, um mit dem betroffenen Kunden Kontakt aufzunehmen	<input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nein
Das Rechtfertigungsschreiben, aus dem ersichtlich ist, dass das Verfahren im Falle der Nichtzahlung und/oder Nicht-Wiederaufladung vom sozialen Stromversorger vollständig angewandt wurde (Rechnung und Aufforderungsschreiben im Zusammenhang mit der garantierten Mindeststromversorgung), ist übermittelt worden	<input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nein
Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion des dem Kunden zur Verfügung gestellten Zählers seit dem / /
Aktivierungsdatum des Leistungsbegrenzers / /
(Geschätzte) Dauer der garantierten Mindeststromversorgung	..... Monate
Stand des Verbrauchs mit dem Leistungsbegrenzer: <input type="checkbox"/> Abgelesener Verbrauchsstand bzw.	..... kWh
<input type="checkbox"/> Veranschlagte Verbrauchsdaten (nur wenn der Netzbetreiber keinen Zugang zum Zähler des betroffenen Kunden hat)	..... veranschlagte kWh
(Tatsächlicher oder geschätzter) Schuldbetrag im Zusammenhang mit der garantierten Mindeststromversorgung €

Zusammensetzung der Schuld

Schuldbetrag für die garantierte Mindeststromversorgung€
Sonstige Kosten (bitte näher angeben)€
.....€
.....€

Aufgrund der ihr mitgeteilten Elemente und nach Beratung beschließt die lokale Kommission für Energie:

- die garantierte Mindeststromversorgung aufrechtzuerhalten
- die garantierte Mindeststromversorgung zu entziehen. Dieser Entzug wird außerhalb der Winterperiode und frühestens fünf Tage nach dem Datum der Notifizierung der Stellungnahme der Kommission erfolgen. Der Kunde kann jedoch weiterhin mit Strom bei voller Leistung versorgt werden, unter der Voraussetzung, dass er seine Vorauszahlungskarte wiederauflädt.

Nichtdestotrotz wird der Netzbetreiber die Versorgung einstellen, falls der Kunde dem Netzbetreiber keinen Zugang zum Zähler erlaubt, um die Konfiguration zu ändern (damit die Mindeststromversorgung entzogen wird).

- eine neue Versammlung ..- am/...../..... oder
- innerhalb von zu organisieren .

dem Kunden durch die Beteiligung des Energiefonds der Wallonischen Region einen Schuldenerlass in Höhe von € in Verbindung mit seiner Mindeststromversorgung zu gewähren. Der Antrag auf Beteiligung wird vom sozialen Stromversorger bei der Verwaltung eingereicht werden. Der Kunde wird aufgefordert, eine Energiebetreuung durch die Dienste des ÖSHZ in Anspruch zu nehmen.

- dem Kunden einen Zahlungsplan für einen Gesamtbetrag in Höhe von € zu gewähren, der wie folgt durchzuführen ist:
- € in einer einzigen Überweisung auf das IBAN-Konto und/oder
 - € Monatsrate über einen Zeitraum von Monaten, die auf das IBAN-Konto zu überweisen ist , und dies ab dem/...../..... und spätestens bis zum/...../..... jedes Monats.

Dem Kunden wird ebenfalls eine soziale Energiebetreuung durch die Dienste des ÖSHZ angeboten. Wenn er den von der LKE gewährten Zahlungsplan jedoch nicht beachtet, könnte ihm die garantierte Mindeststromversorgung ausgesetzt werden.

Sonstiges:

.....
.....

Begründung des Beschlusses:

.....
.....
.....

Eventuelle Empfehlungen:

.....
.....
.....

Modalitäten der sozialen Energiebetreuung

Der Kunde wird bereits im Rahmen einer sozialen Energiebetreuung begleitet

.....
.....

Der Kunde wird nicht im Rahmen einer sozialen Energiebetreuung begleitet. In diesem Fall fordert das ÖSHZ in der gegenwärtigen Lokalen Kommission für Energie den Kunden auf, eine soziale Energiebetreuung in Anspruch zu nehmen

.....
.....

Unterschrift der Mitglieder der Kommission

Unterschrift der/des Vorsitzenden und vom Sozialhilferat benannten Vertreterin/Vertreters

Unterschrift der für die soziale Energiebetreuung innerhalb des ÖSHZ zuständigen Person

Unterschrift des Vertreters des sozialen Stromversorgers

Der Betroffene bestätigt, dass er eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses erhalten hat, was als Notifizierung gilt

Unterschrift des Kunden oder der Person, die ihn vertritt¹

Der Betroffene bestätigt, dass er eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses erhalten hat, was als Notifizierung gilt (bitte streichen wenn unzutreffend)

Im Falle einer Bestreitung des vorliegenden Beschlusses kann gegen diesen gemäß Artikel 33ter § 6 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts vor dem Friedensgericht des Ortes, wo der betreffende Kunde angeschlossen ist, Einspruch eingelegt werden.

¹ Der Betroffene bestätigt, dass er den Zweck der Verarbeitung der mitgeteilten Daten verstanden hat und gibt seine Einwilligung zu deren Nutzung, und zwar ausschließlich im Rahmen dieses Ziels, durch die Mitglieder der lokalen Kommission für Energie. Laut den Bestimmungen der Verordnung (EU) 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr hat der Betroffene jederzeit das Recht, gegen die Verarbeitung Widerspruch einzulegen oder die Änderung bzw. Löschung seiner personenbezogenen Daten zu verlangen.

Anhang 2

Versamlungsbericht der lokalen Kommission für Energie (Gas) Gewährung der Winterbeihilfe² an den geschützten Kunden

Gemeinde
.....

Lokale Kommission für Energie - Gas/Fortsetzung der Winterbeihilfe

Bericht der Versammlung vom, abgehalten:

Innerhalb des ÖSHZ

Per Telekonferenz

Die Versammlung der gegenwärtigen lokalen Kommission für Energie findet gemäß folgenden Rechtsvorschriften statt:

- Artikel 31^{quater} § 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;
- Artikel 6^{bis} Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie (EWR LKE);
- Artikel 40 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt (EWR VÖD GAS).

Zusammensetzung der Kommission

Frau oder Herr,
Vorsitzende(r) und vom Sozialhilferat benannte(r) Vertreterin oder Vertreter

Frau oder Herr,
für die soziale Energiebetreuung innerhalb des ÖSHZ zuständige(r) Vertreterin oder Vertreter,

Frau oder Herr,
Vertreterin oder Vertreter des sozialen Gasversorgers, an den der Kunde angeschlossen ist.

² Die Winterbeihilfe besteht in der Übernahme von 70% der Kosten für die Versorgung mit Gas während der Winterperiode durch die Beteiligung des Energiefonds der Wallonischen Region. Der Antrag auf Beteiligung wird vom sozialen Gasversorger bei der Verwaltung eingereicht. Diese Übernahme erfolgt auf der Grundlage des Gesamtbetrags, der dem tatsächlichen Verbrauch des Kunden entspricht und dessen genaue Höhe am Ende der Winterperiode ermittelt wird (nachdem der Kunde seine Vorauszahlungskarte in den Budgetzähler und anschließend in eine Ladestation eingeführt hat). Wird die Dauer der Winterperiode durch einen Beschluss des Ministers über den 15. März hinaus verlängert, so gilt die von der LKE beschlossene Gewährung der Winterbeihilfe automatisch weiterhin bis zum Ende dieser Periode.

Die Schriftführung der Kommission übernimmt:

.....

Betroffener Kunde

Name und Vorname:

.....

Postadresse:

.....

Telefon, Handy und E-Mail-Adresse:

.....

Anwesend

Abwesend, aber entschuldigt

Anwesend mit Beistand von
(andere Person als die Sozialarbeiterin oder der Sozialarbeiter, die/der für die soziale Energiebetreuung zuständig ist)

Abwesend aber vertreten von
(andere Person als die Sozialarbeiterin oder der Sozialarbeiter, die/der für die soziale Energiebetreuung zuständig ist)

Abwesend

Übersicht der Lage

Das Rechtfertigungsschreiben, aus dem ersichtlich ist, dass das Verfahren beachtet wurde und in der die Liefermenge, die dem Kunden zwischen seinem Antrag auf Winterbeihilfe und der Versammlung der LKE gewährt wurde, angegeben wird, ist vom sozialen Gasversorger übermittelt worden.

Ja
 Nein

Das ÖSHZ hat alles unternommen, um mit dem betroffenen Kunden Kontakt aufzunehmen.

Ja
 Nein

Datum, an dem mit der Anwendung der Winterbeihilfe (Versorgung durch den sozialen Gasversorger in der Zwischenzeit bis zur Versammlung der LKE) begonnen wurde.

...../...../.....

Zählerstand bei Beginn der Winterbeihilfe.

.....

Aufgrund der ihr mitgeteilten Elemente und nach Beratung beschließt die lokale Kommission für Energie:

die Winterbeihilfe ab diesem/...../..... zu beenden. Die kWh, die in der Zeitspanne der Versorgung durch den sozialen Gasversorger verbraucht worden sind, bleiben zu Lasten des Kunden.

die dem Kunden gewährte Winterbeihilfe fortzusetzen.
Der Kunde ist verpflichtet, dem sozialen Versorger am Ende der Winterperiode (im Prinzip am 15/03) seine Zählerstände mitzuteilen, indem er seine Vorauszahlungskarte in den Budgetzähler und anschließend in eine Ladestation einführt. Ist es nicht der Fall, könnte sich der Zähler 10 Tage nach dem Ende der Winterperiode automatisch ausschalten.

In der gegenwärtigen LKE wird der Kunde vom ÖSHZ aufgefordert, eine soziale Energiebetreuung durch seine Dienste in Anspruch zu nehmen.

eine neue Versammlung am/...../..... oder
- innerhalb von zu organisieren.
In der Zwischenzeit wird die Winterbeihilfe aufrechterhalten.

Sonstiges:
.....
.....

Begründung des Beschlusses:

.....
.....
.....
.....

Eventuelle Empfehlungen:

.....
.....
.....

Modalitäten der sozialen Energiebetreuung

Der Kunde wird bereits im Rahmen einer sozialen Energiebetreuung begleitet

.....
.....

Der Kunde wird nicht im Rahmen einer sozialen Energiebetreuung begleitet. In diesem Fall fordert das ÖSHZ in der gegenwärtigen Lokalen Kommission für Energie den Kunden auf, eine soziale Energiebetreuung in Anspruch zu nehmen

.....
.....

Unterschrift der Mitglieder der Kommission

Unterschrift der/des Vorsitzenden und vom Sozialhilferat benannten Vertreterin/Vertreters

Unterschrift der für die soziale Energiebetreuung innerhalb des ÖSHZ zuständigen Person

Unterschrift des Vertreters des sozialen Gasversorgers

Der Betroffene bestätigt, dass er eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses erhalten hat, was als Notifizierung gilt

Unterschrift des Kunden oder der Person, die ihn vertritt³

Der Betroffene bestätigt, dass er eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses erhalten hat, was als Notifizierung gilt (bitte streichen falls unzutreffend)

Im Falle einer Bestreitung des vorliegenden Beschlusses kann gegen diesen gemäß Artikel 33ter § 6 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts vor dem Friedensgericht des Ortes, wo der betreffende Kunde angeschlossen ist, Einspruch eingelegt werden.

³ Der Betroffene bestätigt, dass er den Zweck der Verarbeitung der mitgeteilten Daten verstanden hat und gibt seine Einwilligung zu deren Nutzung, und zwar ausschließlich im Rahmen dieses Ziels, durch die Mitglieder der lokalen Kommission für Energie. Laut den Bestimmungen der Verordnung (EU) 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr hat der Betroffene jederzeit das Recht, gegen die Verarbeitung Widerspruch einzulegen oder die Änderung bzw. Löschung seiner personenbezogenen Daten zu verlangen.

Anhang 3

**Versammlungsbericht der lokalen Kommission für Energie (Elektrizität und/oder Gas)
Verlust der Eigenschaft als geschützter Kunde**
Gemeinde

.....

Lokale Kommission für Energie bezüglich des Verlusts der Eigenschaft als geschützter Kunde.
Bericht der Versammlung, abgehalten:
 Innerhalb des ÖSHZ
 Per Telekonferenz

Die Versammlung der gegenwärtigen lokalen Kommission für Energie findet gemäß folgenden Rechtsvorschriften statt:

- Artikel 31*bis* § 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;
- Artikel 33 § 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;
- Artikel 31 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt (EWR VÖD GAS);
- Artikel 27 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt (EWR VÖD ELEKTRIZITÄT);
- Artikel 6*quinquies* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie (EWR LKE).

Zusammensetzung der Kommission

Frau oder Herr,
Vorsitzende(r) und vom Sozialhilferat benannte(r) Vertreterin oder Vertreter

Frau oder Herr,
für die soziale Energiebetreuung innerhalb des ÖSHZ zuständige(r) Vertreterin oder Vertreter

Frau oder Herr,
Vertreterin oder Vertreter des sozialen Versorgers, an den der Kunde angeschlossen ist.

Die Schriftführung der Kommission übernimmt:

.....

Betroffener Kunde

Name und Vorname:

.....

Postadresse:

.....

Telefon, Handy und E-Mail-Adresse:

.....

Anwesend

Abwesend, aber entschuldigt

Anwesend mit Beistand von
(andere Person als die Sozialarbeiterin oder der Sozialarbeiter, die/der für die Betreuung zuständig ist)

Abwesend aber vertreten von
(andere Person als die Sozialarbeiterin oder der Sozialarbeiter, die/der für die Betreuung zuständig ist)

Abwesend

Übersicht der Lage

Beliefert wird der geschützte Kunde vom sozialen Versorger seit dem:

...../...../.....

Das ÖSHZ hat alles unternommen, um mit dem betroffenen Kunden Kontakt aufzunehmen.

Ja

Nein

Datum des Verlusts der Eigenschaft als geschützter Kunde oder Verfalldatum der letzten gültigen Bescheinigung

...../...../.....

Das Rechtfertigungsschreiben, aus dem ersichtlich ist, dass das Verfahren im Falle eines Verlusts der Eigenschaft als geschützter Kunde beachtet wurde, ist übermittelt worden.

Ja

Nein

Aufgrund der ihr mitgeteilten Elemente und nach Beratung beschließt die lokale Kommission für Energie:

den Verlust des Status als geschützter Kunde zu bestätigen und die Einstellung der Strom- und/oder Gasversorgung aufzuerlegen. Das Regularisierungsverfahren, das zur Sperrung führen kann, wird eingeleitet. Zur Vermeidung der Sperrung wird der Kunde aufgefordert, innerhalb kürzester Zeit einen Vertrag mit dem gewerblichen Versorger seiner

Wahl abzuschließen oder eine gültige Bescheinigung zum Nachweis seines Status als geschützter Kunde vorzulegen.

den Status als geschützter Kunde aufrechtzuerhalten und die weitere Versorgung mit Strom und/oder Gas durch den Netzbetreiber zuzulassen.

eine neue Versammlung - am/...../..... oder
- innerhalb von zu organisieren.

Sonstiges:

.....
.....

Begründung des Beschlusses

.....
.....
.....
.....

Unterschrift der Mitglieder der Kommission

Unterschrift der/des Vorsitzenden und vom Sozialhilferat benannten Vertreterin/Vertreters

Unterschrift der für die soziale Energiebetreuung innerhalb des ÖSHZ zuständigen Person

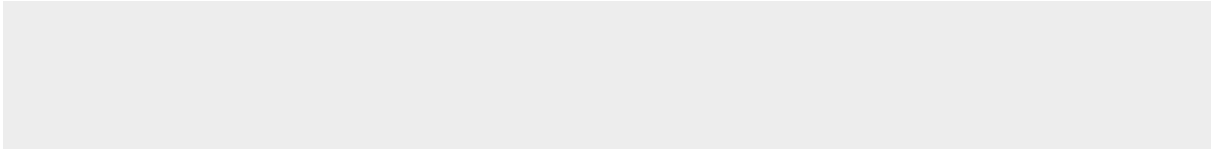
Unterschrift des Vertreters des sozialen Versorgers

Der Betroffene bestätigt, dass er eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses erhalten hat, was als Notifizierung gilt

Unterschrift des Kunden oder der Person, die ihn vertritt⁴

Der Betroffene bestätigt, dass er eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses erhalten hat, was als Notifizierung gilt (bitte streichen falls unzutreffend)

⁴ Der Betroffene bestätigt, dass er den Zweck der Verarbeitung der mitgeteilten Daten verstanden hat und gibt seine Einwilligung zu deren Nutzung, und zwar ausschließlich im Rahmen dieses Ziels, durch die Mitglieder der lokalen Kommission für Energie. Laut den Bestimmungen der Verordnung (EU) 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr hat der Betroffene jederzeit das Recht, gegen die Verarbeitung Widerspruch einzulegen oder die Änderung bzw. Löschung seiner personenbezogenen Daten zu verlangen.



Im Falle einer Bestreitung des vorliegenden Beschlusses kann gegen diesen gemäß Artikel 33ter § 6 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts vor dem Friedensgericht des Ortes, wo der betreffende Kunde angeschlossen ist, Einspruch eingelegt werden.

Anhang 4

Versammlungsbericht der lokalen Kommission für Energie Antrag auf Wiederinbetriebnahme des Strom- und/oder Gaszählers
--

Gemeinde

.....

Lokale Kommission für Energie - Antrag auf Wiederinbetriebnahme des Strom- und/oder Gaszählers.
Bericht der Versammlung vom, abgehalten:
 Innerhalb des ÖSHZ
 Per Telekonferenz

Die Versammlung der gegenwärtigen lokalen Kommission für Energie findet gemäß Artikel 6sexies des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie (EWR LKE) statt.

Zusammensetzung der Kommission

Frau oder Herr,
Vorsitzende(r) und vom Sozialhilferat benannte(r) Vertreterin oder Vertreter

Frau oder Herr,
für die soziale Energiebetreuung innerhalb des ÖSHZ zuständige(r) Vertreterin oder Vertreter

Frau oder Herr,
Vertreterin oder Vertreter des sozialen Versorgers, an den der Kunde angeschlossen ist.

Die Schriftführung der Kommission übernimmt:

.....

Betroffener Kunde

 Name und Vorname:

.....

 Postadresse:

.....

 Telefon, Handy und E-Mail-Adresse:

.....

 Anwesend

 Abwesend, aber entschuldigt

- Anwesend mit Beistand von
(andere Person als die Sozialarbeiterin oder der Sozialarbeiter, die/der für die Betreuung zuständig ist)
- Abwesend aber vertreten von
(andere Person als die Sozialarbeiterin oder der Sozialarbeiter, die/der für die Betreuung zuständig ist)
- Abwesend

Übersicht der Lage - Antrag auf Wiederinbetriebnahme des Zählers

Datum des Beschlusses der Kommission zugunsten der Einstellung der Stromversorgung und/oder der Winterbeihilfe für Gas/...../.....
Datum des Antrags auf Wiederinbetriebnahme seines/seiner Zähler(s) bei dem/den Netzbetreiber(n)/...../.....
Kopien des vom Kunden eingereichten Antrags und der Stellungnahme des öffentlichen Sozialhilfezentrums über die Rechtmäßigkeit des Antrags auf Wiederinbetriebnahme des/der Zähler(s)	<input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nein

Aufgrund der ihr mitgeteilten Elemente und nach Beratung beschließt die lokale Kommission für Energie:

- die Rechtmäßigkeit des vom Kunden eingereichten Antrags auf Wiederinbetriebnahme zu bestätigen und beauftragt den Netzbetreiber damit, die Wiederinbetriebnahme des/der Zähler(s) vorzunehmen, sofern der Verteilnetzbetreiber sich vergewissert hat, dass alle Bedingungen erfüllt sind. Diese Wiederinbetriebnahme wird innerhalb von fünf Tagen nach dem Datum der Notifizierung der Stellungnahme der Kommission stattfinden
- die Rechtmäßigkeit des Antrags nicht zu bestätigen
- Sonstiges:
.....
.....

Begründung des Beschlusses

.....
.....

Unterschrift der Mitglieder der Kommission

Unterschrift der/des Vorsitzenden und vom Sozialhilferat benannten Vertreterin/Vertreters

Unterschrift der für die soziale Energiebetreuung innerhalb des ÖSHZ zuständigen Person

Unterschrift des Vertreters des Verteilnetzbetreibers

Der Betroffene bestätigt, dass er eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses erhalten hat, was als Notifizierung gilt.

Unterschrift des Kunden oder der Person, die ihn vertritt⁵

Der Betroffene bestätigt, dass er eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses erhalten hat, was als Notifizierung gilt (bitte streichen falls unzutreffend)

Im Falle einer Bestreitung des vorliegenden Beschlusses kann gegen diesen gemäß Artikel 33ter § 6 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts vor dem Friedensgericht des Ortes, wo der betreffende Kunde angeschlossen ist, Einspruch eingelegt werden.

⁵ Der Betroffene bestätigt, dass er den Zweck der Verarbeitung der mitgeteilten Daten verstanden hat und gibt seine Einwilligung zu deren Nutzung, und zwar ausschließlich im Rahmen dieses Ziels, durch die Mitglieder der lokalen Kommission für Energie. Laut den Bestimmungen der Verordnung (EU) 2016/679 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr hat der Betroffene jederzeit das Recht, gegen die Verarbeitung Widerspruch einzulegen oder die Änderung bzw. Löschung seiner personenbezogenen Daten zu verlangen.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/15365]

5 JULI 2019. — Ministerieel besluit tot bepaling van het model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie voor energie en tot opheffing van het ministerieel besluit van 21 mei 2008

De Minister van Energie,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 32, 2°, en 36, § 1, 4°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie voor energie, inzonderheid op artikel 2 en artikel 6*sexies* zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot wijziging van de besluiten van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en op de gasmarkt en van het besluit van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 27, § 4, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot wijziging van de besluiten van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en op de gasmarkt en van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, inzonderheid op artikel 31, § 4, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot wijziging van de besluiten van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en op de gasmarkt en van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking;

Gelet op het ministerieel van 21 mei 2008 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking en tot opheffing van het ministerieel besluit van 24 april 2007;

Gelet op het voorstel van de CWaPE (Waalse energiecommissie) van 28 mei 2019,

Besluit :

Artikel 1. Het model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie voor energie over de opschorting van de gewaarborgde minimale levering of de herhaaldelijke wanbetaling wordt in bijlage 1 bij dit besluit vastgesteld.

Art. 2. Het model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie voor energie (gas) over de toekenning van de winterhulp aan de beschermde afnemer wordt in bijlage 2 bij dit besluit vastgesteld.

Art. 3. Het model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie voor energie over het verlies van de hoedanigheid van beschermde afnemer wordt in bijlage 3 bij dit besluit vastgesteld.

Art. 4. Het model van vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie voor energie over het verlies van de heropening van de elektriciteits- en/of gasmeter wordt in bijlage 4 bij dit besluit vastgesteld.

Art. 5. Het ministerieel besluit van 21 mei 2008 tot bepaling van het model van vergaderingsverslag betreffende de plaatselijke commissie voor energie en tot opheffing van het ministerieel besluit van 24 april 2007 wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Namen, 5 juli 2019.

J.-L. CRUCKE

Bijlage 1

Vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie voor energie Minimale stroomlevering of herhaaldelijke wanbetaling

Gemeente

Plaatselijke commissie voor energie inzake minimale stroomlevering of herhaaldelijke wanbetaling.

Verslag van de vergadering van, georganiseerd:

Binnen het OCMW

Per teleconferentie

De vergadering van deze plaatselijke commissie voor energie wordt gehouden overeenkomstig:

- artikel 33ter, § 2, 1^o, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;
- artikel 39 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt (BWR ODV ELEKTRICITEIT);
- artikel 4, lid 1, 1^o, van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie voor energie (BWR PCE).

Samenstelling van de Commissie

Mevr. of de heer,
Voorzitter en vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie

Mevr. of de heer,
vertegenwoordiger die instaat voor de sociale energetische begeleiding bij het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn

Mevr. of de heer,
die de sociale leverancier met wie de afnemer verbonden is, vertegenwoordigt.

Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door

.....

.....

Betrokken afnemer	
Naam en voornaam :	
Adres :	
Telefoon, GSM en e-mail :	
<input type="checkbox"/> Aanwezig	
<input type="checkbox"/> Afwezig maar verontschuldigd	
<input type="checkbox"/> Aanwezig en bijgestaan door (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de sociale energetische begeleiding waarneemt)	
<input type="checkbox"/> Afwezig maar vertegenwoordigd door (andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de sociale energetische begeleiding waarneemt)	
<input type="checkbox"/> Afwezig	
Balans van de toestand	
Het OCMW heeft alles in het werk gesteld om contact op te nemen met de betrokken afnemer.	<input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nee
De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure in geval van niet-betaling en/of niet-heroplading (factuur en aanmaning betreffende de gewaarborgde minimale levering) is toegepast, is door de sociale leverancier overgelegd.	<input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nee
De afnemer beschikt over een meter waarvan de "vooruitbetaling"-functie is geactiveerd sinds / /
Datum van activering van de vermogensbegrenzer / /
(Geschatte) duur van de gewaarborgde minimale levering	..... maand
Stand van de verbruiken onder vermogensbegrenzer :	
<input type="checkbox"/> Opgemeten verbruik of	..... kWh
<input type="checkbox"/> Geraamde verbruiken (alleen wanneer de netbeheerder geen toegang heeft tot de meter van betrokken afnemer)	..... geraamde kWh
Schuld i.v.m. de gewaarborgde minimale levering (werkelijk of geschat) €

Analyse van de schuld

Schuld i.v.m. de gewaarborgde minimale stroomlevering€
Overige kosten (nader bepalen)€
.....€
.....€

Op grond van de gegevens die haar zijn overgemaakt en na beraadslaging beslist de plaatselijke commissie voor energie :

- om de gewaarborgde minimale levering te handhaven
- om de gewaarborgde minimale levering op te schorten. Deze opschorting zal buiten de winterperiode en ten vroegste vijf dagen na de datum van kennisgeving van het bericht van de commissie doorgevoerd worden. De afnemer zal echter op volle capaciteit van elektriciteit kunnen genieten door zijn voorafbetaalde kaart op te laden.

Mocht de afnemer de netbeheerder evenwel geen toegang tot de meter bieden met het oog op de wijziging van de configuratie (om de minimale levering in te trekken), wordt de levering door de netbeheerder opgeschort.

- om zich terug te zien - op/...../..... of
- binnen

- een schuld van € aan de afnemer toe te staan naar gelang van zijn gewaarborgde minimale levering via de tegemoetkoming van het “ Fonds Energie de la Région Wallonne”. De tegemoetkomingsaanvraag wordt door de sociale leverancier bij de Administratie ingediend. De afnemer komt ook in aanmerking voor een sociale energetische begeleiding waargenomen door de diensten van het OCMW.

- om de afnemer een afbetalingsplan toe te staan voor de totale som van € € naar rato van :

- € n één enkele storting op IBAN-rekening
- en/of
- € per maand tijdens maanden te storten op IBAN-rekening .

En dit vanaf/...../..... en uiterlijk voor...../...../..... van elke maand.

De afnemer komt ook in aanmerking voor een sociale energetische begeleiding waargenomen door de diensten van het OCMW. Als de afnemer het door de plaatselijke commissie voor energie toegestane afbetalingsplan niet naleeft, dan kan zijn gewaarborgde minimale stroomlevering onderbroken worden.

Andere:

.....
.....

Motivering van de beslissing:

.....
.....
.....

Eventuele aanbevelingen :

.....
.....
.....

Modaliteiten voor de sociale begeleiding inzake energie :

De afnemer beschikt reeds over een sociale energetische begeleiding

.....
.....

De afnemer beschikt niet over een sociale energetische begeleiding; in dat geval nodigt het OCMW de afnemer uit om een sociale energetische begeleiding te volgen tijdens de plaatselijke commissie voor energie

.....
.....

Handtekening van de leden van de Commissie

Handtekening van de voorzitter, vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie

Handtekening van de persoon belast met de energetische sociale begeleiding binnen het OCMW

Handtekening van de vertegenwoordiger van de sociale leverancier

De betrokkene bevestigt dat hij een afschrift van deze beslissing heeft ontvangen, wat als kennisgeving geldt.

Handtekening van de afnemer of van de persoon die hem vertegenwoordigt¹

De betrokkene bevestigt dat hij een afschrift van deze beslissing heeft ontvangen, wat als kennisgeving geldt (schrappen indien het niet wordt toegepast).

In geval van betwisting van deze beslissing kan overeenkomstig artikel 33ter, §6 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, beroep worden ingesteld bij de vrederechter van de plaats waar de betrokken afnemer is aangesloten.

¹ De betrokkene bevestigt dat hij het doel van de verwerking van de meegedeelde gegevens heeft begrepen en geeft zijn toestemming voor het gebruik ervan door de leden van de plaatselijke commissie voor energie en in het strikte kader van dit doel. Overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens heeft de betrokkene te allen tijde het recht om bezwaar te maken tegen de verwerking, om wijziging of verwijdering van zijn persoonsgegevens te verzoeken.

Bijlage 2

Vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie voor gas De toekenning van de winterhulp² aan de beschermde afnemer

Gemeente
.....

Plaatselijke commissie voor energie – gas/Voortzetting van de winterhulp

Verslag van de vergadering van, georganiseerd:

Binnen het OCMW

Per teleconferentie

De vergadering van deze Plaatselijke commissie voor energie wordt gehouden overeenkomstig:

- artikel 31^{quater}, § 2, 1^o, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;
- artikel 6^{bis}, lid 1, 1^o, van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie voor energie (BWR PCE).
- artikel 40 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt (BWR ODV GAS);

Samenstelling van de Commissie

Mevr. of de heer,
Voorzitter en vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie

Mevr. of de heer,
vertegenwoordiger die instaat voor de sociale energetische begeleiding bij het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn

Mevr. of de heer,
die de sociale leverancier met wie de afnemer verbonden is, vertegenwoordigt.

² De winterhulp bestaat uit een dekking van 70% van de kosten van de gasvoorziening tijdens de winterperiode, via de tussenkomst van het "Fonds Energie de la Région wallonne" (Energiefonds van het Waals Gewest) De tegemoetkomingsaanvraag wordt door de sociale leverancier bij de Administratie ingediend. Deze tegemoetkoming wordt uitgevoerd op grond van het totale bedrag dat overeenkomt met het werkelijke verbruik van de afnemer, dat aan het einde van de winterperiode nauwkeurig wordt vastgesteld (nadat de afnemer zijn kaart in de budgetmeter en vervolgens in een oplaadterminaal heeft ingevoerd). Indien de Minister beslist om de winterperiode na 15 maart te verlengen, wordt de door de plaatselijke commissie voor energie besliste toekenning van de winterhulp automatisch gehandhaafd tot het einde van deze periode.

Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door

.....

Betrokken afnemer

Naam en voornaam :

.....

Adres :

.....

Telefoon, GSM en e-mail :

.....

Aanwezig

Afwezig maar verontschuldigd

Aanwezig en bijgestaan door
(andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de sociale energetische begeleiding waarneemt)

Afwezig maar vertegenwoordigd door
(andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de sociale energetische begeleiding waarneemt)

Afwezig

Balans van de toestand

De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure is toegepast, en waarin de levering aan de afnemer tussen het verzoek van de afnemer om winterhulp en het houden van de vergadering van de plaatselijke commissie voor energie wordt vermeld, is door de sociale leverancier overgelegd.

Ja
 Nee

Het OCMW heeft alles in het werk gesteld om contact op te nemen met de betrokken afnemer.

Ja
 Nee

Begindatum van de winterhulp (levering door de sociale leverancier in de periode tussen de vergadering van de plaatselijke commissie voor energie)

...../...../.....

Index van het begin van de winterhulp

.....

Op grond van de gegevens die haar zijn overgemaakt en na beraadslaging beslist de plaatselijke commissie voor energie :

om een einde te maken aan de winterhulp vanaf/...../..... De tijdens de leveringsperiode verbruikte kWh blijven ten laste van de sociale leverancier.

om de aan de afnemer toegekende winterhulp voort te zetten.
De afnemer is verplicht zijn indexen aan het einde van de winterperiode (in principe gepland voor 15/03 volgend jaar) aan de sociale leverancier mee te delen door zijn voorafbetaalde kaart in de budgetmeter en vervolgens in een oplaadterminal in te voeren. Anders kan de meter 10 dagen na het einde van de winterperiode automatisch worden uitgeschakeld.

Tijdens deze plaatselijke commissie voor energie nodigt het OCMW de afnemer uit om een sociale energetische begeleiding die door hem wordt gewaarborgd, te volgen

om zich terug te zien- Op :/...../..... of
- binnen

Tijdens deze periode wordt de winterhulp gehandhaafd.

Andere:
.....
.....

Motivering van de beslissing:

.....
.....
.....
.....

Eventuele aanbevelingen :

.....
.....
.....

Modaliteiten voor de sociale begeleiding inzake energie :

De afnemer beschikt reeds over een sociale energetische begeleiding

.....
.....

De afnemer beschikt niet over een sociale energetische begeleiding; in dat geval nodigt het OCMW de afnemer uit om een sociale energetische begeleiding te volgen tijdens de plaatselijke commissie voor energie

.....
.....

Handtekening van de leden van de Commissie

Handtekening van de voorzitter, vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie

Handtekening van de persoon belast met de energetische sociale begeleiding binnen het OCMW

Handtekening van de vertegenwoordiger van de sociale leverancier

De betrokkene bevestigt dat hij een afschrift van deze beslissing heeft ontvangen, wal als kennisgeving geldt.

Handtekening van de afnemer of van de persoon die hem vertegenwoordigt³

De betrokkene bevestigt dat hij een afschrift van deze beslissing heeft ontvangen, wat als kennisgeving geldt (schrappen indien het niet wordt toegepast).

In geval van betwisting van deze beslissing kan overeenkomstig artikel 33ter, §6 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, beroep worden ingesteld bij de vrederechter van de plaats waar de betrokken afnemer is aangesloten.

³ De betrokkene bevestigt dat hij het doel van de verwerking van de meegedeelde gegevens heeft begrepen en geeft zijn toestemming voor het gebruik ervan door de leden van de plaatselijke commissie voor energie en in het strikte kader van dit doel. Overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens heeft de betrokkene te allen tijde het recht om bezwaar te maken tegen de verwerking, om wijziging of verwijdering van zijn persoonsgegevens te verzoeken.

Bijlage 3

**Vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie voor energie (elektriciteit en/of gas)
Verlies van de hoedanigheid van de beschermde afnemer****Gemeente**
.....**Plaatselijke commissie voor energie m.b.t. het verlies van de hoedanigheid van de beschermde afnemer****Verslag van de vergadering van, georganiseerd:**

- Binnen het OCMW**
- Per teleconferentie**

De vergadering van deze Plaatselijke commissie voor energie wordt gehouden overeenkomstig:

- artikel 31*bis*, § 2, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;
- artikel 33, § 2, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;
- artikel 31, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt (BWR ODV GAS);
- artikel 27, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt (BWR ODV ELEKTRICITEIT);
- artikel 6*quinquies*, van het Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie voor energie (BWR PCE).

Samenstelling van de Commissie

Mevr. of de heer ,
Voorzitter en vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie

Mevr. of de heer ,
vertegenwoordiger die instaat voor de sociale energetische begeleiding bij het Openbaar Centrum
voor maatschappelijk welzijn

Mevr. of de heer ,
die de sociale leverancier met wie de afnemer verbonden is, vertegenwoordigt.

Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door

.....

.....

Betrokken afnemer

Naam en voornaam :

.....

Adres :

.....

Telefoon, GSM en e-mail :

.....

Aanwezig

Afwezig maar verontschuldigd

Aanwezig en bijgestaan door
(andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt)

Afwezig maar vertegenwoordigd door
(andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt)

Afwezig

Balans van de toestand

De beschermde afnemer wordt bevoorrad door de sociale leverancier sinds:/...../.....
Het OCMW heeft alles in het werk gesteld om contact op te nemen met de betrokken afnemer.	<input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nee
Datum van het verlies van de hoedanigheid van beschermde afnemer of vervaldatum van het laatste geldige attest/...../.....
De verantwoordingsnota waaruit blijkt dat de procedure bij verlies van het statuut van beschermde afnemer is nageleefd, is overgelegd.	<input type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nee

Op grond van de gegevens die haar zijn overgemaakt en na beraadslaging beslist de plaatselijke commissie voor energie :

om het verlies van het statuut van beschermde afnemer te bevestigen en de opschorting op van de elektriciteits- of gaslevering op te leggen. De regularisatieprocedure die tot de uitschakeling kan leiden, wordt gestart. Om een onderbreking te voorkomen, wordt de afnemer erom verzocht om zo snel mogelijk een contract te ondertekenen met de commerciële leverancier van zijn keuze of om een geldig attest over te leggen waaruit zijn statuut als beschermde afnemer blijkt.

om het statuut van beschermde afnemer te handhaven en de instandhouding van de elektriciteits- of gaslevering door de netwerkbeheerder toe te laten.

zich terug te zien - op/...../..... of
- binnen

Andere:

.....
.....

Motivering van de beslissing

.....
.....
.....
.....

Handtekening van de leden van de Commissie

Handtekening van de voorzitter en vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie

Handtekening van de persoon belast met de energetische sociale begeleiding binnen het OCMW

Handtekening van de vertegenwoordiger van de sociale leverancier

De betrokkene bevestigt dat hij een afschrift van deze beslissing heeft ontvangen, wat als kennisgeving geldt.

Handtekening van de afnemer of van de persoon die hem vertegenwoordigt⁴

De betrokkene bevestigt dat hij een afschrift van deze beslissing heeft ontvangen, wat als kennisgeving geldt (schrappen indien het niet wordt toegepast).

In geval van betwisting van deze beslissing kan overeenkomstig artikel 33ter, §6 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, beroep worden ingesteld bij de vrederechter van de plaats waar de betrokken afnemer is aangesloten.

⁴ De betrokkene bevestigt dat hij het doel van de verwerking van de meegedeelde gegevens heeft begrepen en geeft zijn toestemming voor het gebruik ervan door de leden van de plaatselijke commissie voor energie en in het strikte kader van dit doel. Overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens heeft de betrokkene te allen tijde het recht om bezwaar te maken tegen de verwerking, om wijziging of verwijdering van zijn persoonsgegevens te verzoeken.

Bijlage 4

**Vergaderingsverslag van de plaatselijke commissie voor energie
Verzoek om de elektriciteits- en/of gasmeter te heropenen****Gemeente**
.....**Plaatselijke commissie voor energie - Verzoek om de elektriciteits- en/of gasmeter te heropenen****Verslag van de vergadering van, georganiseerd:** **Binnen het OCMW** **Per teleconferentie**

De vergadering van de plaatselijke commissie voor energie wordt gehouden artikel 6*sexies* van het Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie voor energie (BWR PCE).

Samenstelling van de Commissie

Mevr. of de heer,
Voorzitter en vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie

Mevr. of de heer,
vertegenwoordiger die instaat voor de sociale energetische begeleiding bij het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn

Mevr. of de heer,
die de sociale leverancier met wie de afnemer verbonden is, vertegenwoordigt.

Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door
.....
.....

Betrokken afnemer

Naam en voornaam :

.....

Adres :

.....

Telefoon, GSM en e-mail :

.....

 Aanwezig Afwezig maar verontschuldigd Aanwezig en bijgestaan door
(andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt) Afwezig maar vertegenwoordigd door
(andere persoon dan de maatschappelijk assistent die de begeleiding waarneemt) Afwezig**Balans van de toestand – aanvraag tot heropening van de meter**Datum van de beslissing van de Commissie tot opschorting van de
elektriciteits- en/of van de winterhulp voor gas

...../...../.....

Datum van de aanvraag tot heropening van zijn meter(s) aan de
netwerkbeheerder(s)

...../...../.....

Afschriften van de aanvraag ingediend door de afnemer en van het advies
van het OCMW over de gegrondheid van de aanvraag tot heropening van
de meter(s) Ja
 Nee**Op grond van de gegevens die haar zijn overgemaakt en na beraadslaging beslist de
plaatselijke commissie voor energie :** om de gegrondheid van de aanvraag tot heropening ingediend door de afnemer te
bevestigen en belast de netbeheerder ermee de meter(s) te heropenen voor zover de
distributienetbeheerder de zekerheid heeft dat aan alle voorwaarden is voldaan. Die
heropening gebeurt ten vroegste vijf dagen na de datum van kennisgeving van het bericht
van de commissie. om de gegrondheid van de aanvraag niet te bevestigen Andere:

.....

.....

Motivering van de beslissing

.....

.....

Handtekening van de leden van de Commissie

Handtekening van de voorzitter, vertegenwoordiger aangewezen door de Raad van sociale actie

Handtekening van de persoon belast met de energetische sociale begeleiding binnen het OCMW

Handtekening van de vertegenwoordiger van de distributienetbeheerder
De betrokkene bevestigt dat hij een afschrift van deze beslissing heeft ontvangen, wat als kennisgeving geldt.

Handtekening van de afnemer of van de persoon die hem vertegenwoordigt⁵
De betrokkene bevestigt dat hij een afschrift van deze beslissing heeft ontvangen, wat als kennisgeving geldt (schrappen indien het niet wordt toegepast).

In geval van betwisting van deze beslissing kan overeenkomstig artikel 33ter, §6 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, beroep worden ingesteld bij de vrederechter van de plaats waar de betrokken afnemer is aangesloten.

⁵ De betrokkene bevestigt dat hij het doel van de verwerking van de meegedeelde gegevens heeft begrepen en geeft zijn toestemming voor het gebruik ervan door de leden van de plaatselijke commissie voor energie en in het strikte kader van dit doel. Overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens heeft de betrokkene te allen tijde het recht om bezwaar te maken tegen de verwerking, om wijziging of verwijdering van zijn persoonsgegevens te verzoeken.